Les subsides

M. Jarvis: Monsieur le Président, si je comprends bien la position du Nouveau parti démocratique, telle qu'énoncée dans la motion, le gouvernement, par voie législative, proposerait un processus de consultation obligatoire sur l'implantation des nouvelles techniques et prévoirait également des arrangements de travail flexibles en vue de minimiser les pertes d'emplois? Comment cela pourrait être inscrit au budget, je n'en ai pas la moindre idée. Je ne pense pas que ce soit possible. Mais selon les néo-démocrates, le gouvernement devrait-il voter des mesures obligatoires au lieu de laisser employeurs et employés qui relèvent de la compétence fédérale, régler ces problèmes par voie de négociation collective?

Mme Mitchell: Monsieur le Président, je pensais avoir déjà clarifié cet aspect. Il est ici question des relations de travail dans la Fonction publique et dans les domaines relevant de la compétence fédérale. Nous voudrions également que le gouvernement fédéral établisse des normes nationales pour les domaines qui sont de son ressort. Tout cela, je l'ai déjà dit. On pourrait également parler de salaire minimum. J'ai aussi abordé toute la question des règlements de l'assurance-chômage. Cependant, je suis prête à réaffirmer ce que nous disons dans notre motion.

M. Greenaway: Monsieur le Président, je voudrais que le député m'explique un peu pourquoi nous devrions accorder des vacances payées de cinq semaines. Le député a-t-elle fait des études à ce sujet ou a-t-elle vu les résultats d'autres études? Comment pourrions-nous nous permettre cette générosité tout en tenant compte de la vive concurrence que nous livrent d'autres pays? Personnellement, je ne pense pas que les petites entreprises puissent se permettre une telle dépense. Dans l'entreprise que j'ai dirigée, j'aurais eu bien du mal à accorder des vacances payées de cinq semaines à mes employés.

Mme Mitchell: Monsieur le Président, ici encore, je pense que nous devons examiner ce qui se passe ailleurs. En Australie, par exemple, j'ai des amis infirmiers qui jouissent d'un congé sabbatique tous les deux ou trois ans je pense, ce qui se justifie sans peine dans ce domaine. Naturellement, il s'agit ici d'un objectif. La chose existe déjà dans certains pays. Ayant déjà été mariée à un chef de petite entreprise, je connais les difficultés de ce secteur. Cependant, la seule autre solution qui s'offre à bien des travailleurs est l'assurance-chômage à laquelle nous cotisons tous. Par conséquent, ce que nous envisageons, c'est une sorte de planification et de répartition du travail un peu plus logiques qui permettraient sûrement des congés sabbatiques, des programmes de recyclage et des régimes de pension plus souples.

Je voudrais rappeler que les militaires canadiens peuvent toucher une pension après 25 années de service. Pourquoi ne pas nous donner comme objectif d'offrir les mêmes possibilités à tous les Canadiens? On laisserait toute la souplesse voulue pour que les travailleurs exploitent leurs capacités, et pour qu'ils puissent, lorsqu'ils vieillissent, et que leurs enfants ont grandi, se livrer à des activités intéressantes et toucher tout de même un revenu suffisant. Il faut en payer le prix d'une façon ou d'une autre. Nous le payons déjà en assurance-chômage et en perte de ressources humaines. Il faut plutôt tenter d'être productif et positif.

• (1140)

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le Président, en réponse à la dernière intervention du député de Vancouver-Est (M^{me} Mitchell), je dirai simplement qu'il est dommage qu'elle n'ait pas été membre du groupe de travail parlementaire sur les pensions, ce qui lui aurait permis d'apprendre certains faits et de prendre conscience de la réalité. Puisqu'elle est convaincue que l'État pourrait subitement verser une pension à tous les Canadiens après 25 ans d'emploi, il lui incombe au moins de nous dire comment nous pourrions financer pareil programme.

Ce débat arrive à point, monsieur le Président. Dans quelques semaines, le ministre des Finances (M. Lalonde) présentera son budget, et nous espérons qu'il en profitera pour dévoiler la stratégie économique pour l'avenir immédiat. Qu'il s'agisse des prochains mois ou de la prochaine décennie, la technologie de pointe jouera un rôle de plus en plus important. Il est donc opportun que le gouvernement s'attaque à cette question; en fait, il aurait dû le faire il y a longtemps, et il est grand temps que nous tenions un débat là-dessus. Il y a belle lurette que la Chambre aurait dû réagir et s'attaquer à ce problème qui est d'une importance vitale pour l'avenir de notre pays.

Je trouve déplorable que nous devions toujours attendre les jours réservés à l'opposition pour discuter de cette question. Le député de Vancouver-Est l'a soulevée aujourd'hui au nom du nouveau parti démocratique. Des députés de notre parti l'ont soulevée à de nombreuses reprises au cours des dernières années, mais autrement, on n'en parle jamais. Depuis le début, le gouvernement adopte une attitude de laissez-faire face à toute cette question de la révolution technologique. Son approche consiste à laisser faire les autres; quand quelqu'un aura pris l'initiative, mobilisé les compétences, engagé des capitaux et suscité une volonté nationale, le gouvernement daignera enfin bouger.

Cette façon de faire est peut-être acceptable dans d'autres domaines, mais quand il s'agit de technologie de pointe, elle conduit tout droit à l'échec. Dans ce domaine, être bon deuxième équivaut à être bon dernier. Le proverbe «mieux vaut tard que jamais» ne s'applique pas, il cède le pas à l'adage «maintenant ou jamais». D'innombrables experts et rapports nous ont avertis que si notre pays ne s'engage pas immédiatement et résolument dans la voie de l'innovation technologique, nous serons définitivement laissés pour compte dans ce domaine. Ce ne sont pas les prophètes de malheur qui le disent, c'est une question de simple bon sens.

Si nos savants et ingénieurs n'arrivent pas à trouver du travail au Canada faute d'investissements suffisants dans notre propre secteur de la technologie de pointe, ils iront chercher de l'emploi ailleurs. Si notre industrie n'est pas concurrentielle dans le domaine de la quincaillerie et du logiciel informatiques, nous devons nous approvisionner ailleurs et acheter des machines et des programmes conçus et fabriqués à l'étranger et qui ne sont pas nécessairement adaptés à la réalité canadienne. Cela ne fera que renforcer la mentalité qui règne déjà au Canada, celle d'une filiale inféodée à la maison-mère. La recherche et le développement s'effectueront à l'étranger, ce qui nous fera perdre un nombre grandissant d'emplois. Ce ne